

Proposition de contribution aux Journées d'Etude

Ancrages multiples et position de pouvoir :

Le territoire comme ressource politique : du néo-féodalisme au politique hors-sol

La sociologie politique classique fait valoir l'hypothèse du déclin progressif des ressources politiques locales. Les notables, détenteurs de celles-ci, auraient été progressivement marginalisés du fait de la montée en puissance d'acteurs détenteurs de ressources plus universelles (sur-diplômés), plus centralisées (grandes écoles parisiennes, positions fortes au sein des instances centrales des partis politiques et au sein de l'appareil d'Etat). Le parachutage symboliserait cette évolution, les détenteurs de ressources centrales allant jusqu'à défier les notables sur leur propre terrain. Nationalisation de la vie politique ? Dé-territorialisation de la vie politique ? Ce modèle mérite d'être interrogé sur la base de deux séries de considérations :

la primauté des ressources territorialisées sur les ressources centrales : l'hypothèse du néo-féodalisme ?

Les parachutés se sont notabilisés. Dans un contexte de forte inertie des règles institutionnelles qui encadrent le jeu politique (pérennité du cumul des mandats, territorialisation des mandats parlementaires, intercommunalité...), le territoire demeure l'horizon indépassable des carrières politiques. Celles-ci visent presque toujours à l'acquisition d'un fief politique, ressource infiniment plus solide que les positions institutionnelles centrales, sans doute plus prestigieuses et plus visibles, mais beaucoup plus précaires (leadership partisan, position gouvernementale, leadership parlementaire...). Le territoire n'est pas seulement un terrain de repli. Il est plus que jamais un capital qui garantit le maintien à moyen terme dans le champ politique. Les mandats locaux s'auto-alimentent et se confortent mutuellement. L'intercommunalité les renforce. Dans un contexte d'instabilité croissante des ressources centrales (alternances rapprochées, délégitimation de l'Etat centralisé et des formations politiques), le territoire apparaît comme un gisement plus que jamais incontournable de légitimité politique. Depuis la décentralisation s'est réalisé un basculement symbolique, aux dépens d'un pouvoir d'Etat supposé lointain, aveugle et impuissant, et au profit d'un pouvoir décentralisé paré de toutes les vertus : proximité, sens de l'innovation, efficacité managériale... Les politiques puisent plus que jamais dans une légitimité de terrain, insistant sur la grandeur des mandats locaux, ceux qui permettent de faire des choses, d'agir vraiment...

La primauté des ressources médiatiques sur les ressources territorialisées : l'hypothèse du politique hors-sol ?

Un second processus joue à l'inverse du précédent, ce qui rend très hasardeuse toute conclusion définitive quant au statut du territoire dans le champ politique contemporain. Ce processus tient dans la montée en puissance, toujours dans le champ politique, d'une ressource spécifique : la visibilité médiatique. En prenant par exemple le cas de Dominique de Villepin, on peut risquer l'hypothèse qu'il est désormais possible d'exister dans le champ politique, de s'y maintenir avec le statut de personnalité politique, sur la seule base d'une présence dans les médias. Ne pouvoir se prévaloir d'aucun ancrage territorial est bien sûr un handicap lourd : mais ne peut-il pas être compensé par exemple par la publication régulière d'ouvrages, de tribunes, par des prises de position qui font événement, par la présence systématique au fil des campagnes électorales ? Bien

sûr, ces stratégies sont souvent corellées à un leadership partisan, et même à un leadership territorial (Bayrou, de Villiers). Mais on peut imaginer que les profils à la Villepin se banalisent dans les années qui viennent. Ainsi naîtraient des politiques sans attache partisane forte ni ancrage territorial : assistera-t-on à l'avènement des politiques hors-sol ?

Christian Le Bart
professeur de science politique
IEP Rennes
CRAPE-CNRS